

TUNISIE

De la révolution à la fronde des «enfants de Spartacus»

Ils ont «détruit» Carthage, le palais du président Ben Ali, ils veulent maintenant le partage. Après la révolution populaire qui a fait tomber le régime de fer et prédateur de Zine El Abidine Ben Ali, la révolte sociale gronde en Tunisie : le peuple veut toucher des dividendes.

«Le peuple fait preuve d'une grande maturité, mais il pourrait de nouveau descendre dans la rue», avertit un diplomate.

Car du nord au sud, le pays est devenu en deux semaines une «manif» permanente : grèves perlées, débrayages sauvages, manifestations quotidiennes d'employés et de chômeurs qui égosillent des revendications étouffées pendant près d'un quart de siècle.

Tous les jours, la «nouvelle» télévision nationale fait remonter des provinces des images et des cris de misère, de colère et de détresse.

Une femme s'est encore immolée par le feu jeudi en province et est dans un état grave.

Sans parler des manifestations spontanées pour chasser des gouverneurs récemment nommés, pour cause de «RCDisme», un néologisme bâti sur le nom du parti de Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD).

Le gouvernement de transition tente



Des manifestations spontanées pour chasser des gouvernants «RCDistes».

aujourd'hui d'endiguer la grogne des «enfants de Spartacus», expression d'un commentateur tunisien qui renvoie à la révolte des esclaves contre Rome en 73 avant Jésus-Christ.

Car pour le moment, les gens de Sidi Bouzid, Kasserine, Regueb et même de Tunis n'entendent pas l'écho lointain des promesses des bailleurs internationaux et brandissent par milliers leurs cartes d'identité pour obtenir un travail, une aide, de la démocratie sonnante et trébuchante.

Mardi, ils étaient 400 à 500 à envahir le gouvernorat au cœur de la capitale pour en réclamer leur part.

Le presque octogénaire président intérimaire, Foued Mebazaa, a exhorté à la patience mercredi en promettant des «négociations sociales à l'échelle nationale».

C'était la première fois qu'il parlait directement aux Tunisiens depuis la chute de Ben Ali le 14 janvier.

Son premier ministre, Mohammed Ghannouchi, bientôt 70 ans, mettait en garde le même jour contre une dangereuse «explosion sociale».

Contraste saisissant entre la jeunesse des tombeurs de Ben Ali et le look «conseil d'administration» d'une équipe en complet veston composée, à quelques exceptions près, de sexagénaires et septuagénaires.

«Ce gouvernement fait un bon boulot dans des circonstances très difficiles pour gérer cette révolte "requadrifiée" en révolution.

Il a pris des mesures importantes comme l'amnistie générale, sur les droits de l'homme, la légalisation des partis...

Il ne faut pas oublier que ça ne fait même pas un mois que Ben Ali a fui», relativise un diplomate.

«Comment gérer l'impatience qui peut faire dérailler» une démocratie

«course contre la montre». Même la puissante Union générale tunisienne du travail (UGTT), pourtant acteur majeur du mouvement qui a fait fuir Ben Ali, semble prise de court. «Nous n'encadrons pas tous les mouvements de grèves», reconnaît un de ses dirigeants.

Pour Abid Briki, la Centrale syndicale est désormais «débordée face à l'agitation sociale». «L'enjeu, dit-il à l'AFP, est aussi de parvenir de reprendre pied dans des secteurs ou des entreprises dont l'UGTT été chassée et remplacée par des cellules» du RCD. «Carthago delenda est» (Carthage doit être détruite), écrivait dès le 14 janvier un blogueur tunisien évoquant la célèbre exhortation de Caton l'ancien pour l'adapter à la Tunisie de Ben Ali : Carthage a été pendant 23 ans le symbole de l'oppression pour les Tunisiens.

C'était depuis son palais dans cette ville antique accolée à Tunis que le président Ben Ali tenait le pays en coupe réglée avec son clan et celui de sa seconde épouse Leïla.

C'est symboliquement là que devrait se tenir «bientôt» une conférence internationale pour aider la Tunisie démocratique.

Publicité



Petroleum Industry Communication organise le

**Salon International Hassi Messaoud
Fournisseurs de Produits et Services**

Du 01 au 04 Mars 2011

Exposition & Conférences

www.expo-hassi-messaoud.com

Un salon professionnel international de quatre jours, à Hassi Messaoud, Consacré aux fournisseurs de produits et services en rapport avec l'activité pétrolière et gazière en Algérie.

Ce salon sera une vitrine exhaustive des diverses offres de produits et services afin de répondre aux besoins des opérateurs activant dans ce secteur.

Pour toute Inscription à l'exposition et aux conférences
Nous contacter :

Petroleum industry Communication

**Tel : +213 550 46 88 98 - +213 770 61 08 61 - +213 550 49 60 61
+213 770 61 11 00 - +213 770 41 61 61 Fax : 213 21 90 11 84**

**E-mail : expo@expo-hassi-messaoud.com
sales@expo-hassi-messaoud.com**

ITALIE

Une centaine de clandestins ont débarqué sur l'île de Lampedusa

Une embarcation transportant une centaine d'immigrés clandestins a été secourue hier à l'aube par les gardes-côtes italiens au large de l'île de Lampedusa, une petite île à mi-chemin entre la Tunisie et la Sicile, où ils ont été acheminés.

La majorité seraient des Tunisiens, selon l'association caritative Gruppo EveryOne.

Jeudi, 650 autres immigrés clandestins ont été accueillis à Lampedusa, qui doit faire face à une nouvelle recrudescence d'arrivants depuis la révolution tunisienne.

Au total, 1 200 immigrés clandestins ont débarqué ces derniers jours à Lampedusa, provoquant l'inquiétude des autorités italiennes.

Mercredi, le ministre italien de l'Intérieur Roberto Maroni a ainsi déclaré que l'Italie craignait l'infiltration en Europe de «terroristes» échappés des prisons tunisiennes après le changement de régime dans ce pays.

«La fuite de criminels des prisons tunisiennes nous inquiète beaucoup, en raison du risque d'infiltrations terroristes parmi les Tunisiens qui veulent venir en Europe, sous le déguisement de réfugiés politiques», a affirmé le ministre.